

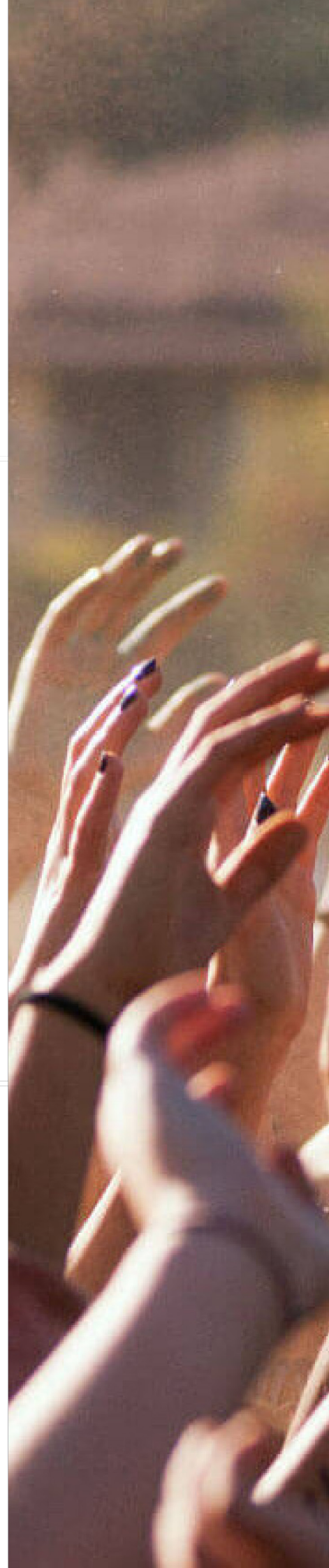
Atelier "Jeunesses et partis politiques : quelles passerelles pour l'engagement ?"

Co-organisé par le Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'IHEID et la Chancellerie d'Etat

Policy Brief n. 04/25

Document de Synthèse

Octobre 2025



Introduction

Organisé dans le cadre de la Semaine de la démocratie, cet atelier visait à comprendre comment renforcer les passerelles entre les jeunes et les partis politiques. À un moment charnière où les formes d'engagement se diversifient et où la méfiance par rapport aux institutions semble grandir parmi certains jeunes, les échanges ont permis d'identifier les freins à la participation, mais aussi les leviers d'un renouveau démocratique porté par la jeunesse. Le débat a été mené à partir de deux questions centrales : *Comment les partis abordent-ils aujourd'hui l'enjeu de l'engagement des jeunes ? Quels formats, récits ou modes de communication permettent, ou non, de créer des passerelles ?*

1. Une jeunesse qui vote peu

Selon Anke Tresch, professeure à l'Université de Lausanne, l'écart de participation électorale entre jeunes et plus âgés en Suisse reste stable depuis des décennies. En moyenne, seuls 30 % des jeunes votent, un chiffre qui varie selon les thématiques : les jeunes se mobilisent davantage lors de votations concrètes comme celle sur la libre circulation, et moins pour les élections.

Les motifs d'abstention les plus fréquents : méconnaissance des candidats, sentiment d'inefficacité du vote, complexité du système suisse, désintérêt ou manque de légitimité perçue. Les primo-votants (18-19 ans) participent un peu plus que les 20-24 ans, avant une nouvelle hausse autour de 30 ans. À noter aussi que les femmes votent moins que les hommes en moyenne, malgré un écart moins important chez les moins de 35 ans, notamment sur des thématiques comme le congé parental, qui a mobilisé jeunes hommes et femmes de manière équivalente.

Anke Tresch a rappelé que la question n'est pas seulement de lutter contre l'abstention, mais d'agir sur trois leviers clés : les ressources (pouvoir participer), la motivation (vouloir participer) et les réseaux/opportunités (être sollicité à participer).

2. Engagements non-institutionnels

Posant ces questions dans un contexte européen, la chercheuse Laura Bullon-Cassis a souligné qu'il existe une forme d'engagement politique en dehors des canaux conventionnels. À travers ses travaux sur la désobéissance civile et les mobilisations pour le climat, Gaza ou contre les violences policières en France, elle observe des groupes de jeunes actifs mais défiants vis-à-vis des partis. Pour beaucoup, dans ces mouvements, la légalité n'est plus synonyme de légitimité, et la démocratie doit être redéfinie à travers des pratiques de solidarité, de transparence et d'expérimentation. Ces jeunes ne manquent pas d'engagement, mais de confiance. Souvent très politisés, ces jeunes refusent d'entrer dans des cadres partisans qu'ils perçoivent comme rigides ou inefficaces.

Leur rapport à la démocratie est ambivalent, reposant souvent sur une critique des institutions, tout en réinventant les formes d'engagement, fondées la solidarité, la transparence et la participation directe. Ces jeunes ne se reconnaissent plus dans l'appartenance partisane, mais dans des causes successives, souvent éthiques et situées.

3. Thématiques et dynamiques mobilisatrices

Les échanges ont ensuite porté spécifiquement sur le contexte romand et suisse. Ils ont révélé différents moteurs d'engagements pour la jeunesse, parmi lesquels les questions d'actualité et de société : climat, égalité, précarité, logement, emploi, violences policières. La jeunesse se mobilise beaucoup sur les sujets d'actualité. Les causes progressistes dominent, mais des variations apparaissent selon le profil socio-économique et les contextes cantonaux.

Pour d'autres jeunes, l'envie de contact et de reconnaissance, ancrée dans des réseaux d'amitié et de proximité, précède l'engagement autour de thématiques données.

L'enjeu est de favoriser et rendre possible le passage à un engagement dans le cadre démocratique. Beaucoup de jeunes cherchent des espaces de débat ouverts et inclusifs, plus horizontaux et divers que ceux offerts par les partis traditionnels. Ils réclament des lieux de socialisation, notamment dans un contexte où la politique est souvent perçue comme élitiste et abstraite.

Plusieurs intervenant·es ont insisté sur la nécessité de structures passerelles, telles que les parlements des jeunes, qui permettent un premier engagement avant d'éventuellement rejoindre un parti. Le Parlement des jeunes est un exemple d'association de bascule. Il permet de voir à quoi ressemble la politique et d'impliquer les moins de 18 ans.

Les partis politiques reconnaissent que la relève doit être assurée, mais aussi accompagnée : beaucoup de jeunes connaissent peu le fonctionnement démocratique. L'éducation civique joue ici un rôle clé, mais reste peu développée au secondaire, notamment dans les filières professionnalisantes. Cela permet d'avoir des repères, qui sont forgés à travers l'éducation, la famille et la socialisation.

4. Communication, pédagogie et innovations

Les discussions ont mis en lumière un besoin urgent de repenser la communication et les différentes formes du politique:

- Réseaux sociaux : outil incontournable mais limité. Les formats courts et émotionnels attirent l'attention, mais ne permettent pas un vrai débat, ni même un dialogue avec ceux qui ne s'intéressent pas à la politique. Les formats qui marchent agissent sur un terrain émotionnel et concret. Les jeunes privilégient les vidéos, les visages et le ton direct.
- Expériences de proximité : tables rondes dans les quartiers, cafés politiques, assemblées citoyennes, projections, retraites et camps militants. L'élément convivial et collectif reste essentiel. Il permet aussi de retrouver la culture du débat.
- Expérimentations locales : campagnes de sensibilisation, projection de films, événements artistiques. Ces activités peuvent être soutenues ou complétées par les initiatives présentées par les représentants de la Chancellerie pendant l'atelier : Engage.ch, CinéCivic, Campus Démocratie), utilisation de QR codes pour tester l'impact des affiches, collaborations avec des influenceurs pour capter des publics éloignés.
- Formation civique : les enseignant·es se sentent souvent mal outillés, alors qu'ils sont un relais décisif pour transmettre les bases de la démocratie. Le facteur familial joue aussi un rôle de socialisation politique majeur.

Les participant·es ont aussi souligné le rôle des médias dans la polarisation du débat public, la perte de nuance et la disparition de lieux de discussion sereins. La montée du cynisme et de la méfiance renforce le sentiment d'inutilité du vote.

5. Enjeux structurels : confiance, représentativité et relèvements

Plusieurs constats transversaux sont ressortis :

- Les partis ont un enjeu de relèvements, mais aussi de crédibilité : ils doivent prouver qu'ils ne cherchent pas seulement à "utiliser la jeunesse" pour des campagnes, mais qu'ils offrent de vraies places et responsabilités.
- Certains partis expérimentent la parité et le tirage au sort pour les listes électorales.
- Les jeunes demandent que les partis retrouvent un ancrage social et local, en s'impliquant davantage dans la vie communale et associative.
- Il est important de développer des outils pour les jeunes qui hésitent et se sentent moins légitimes.
- La notion même de "politique" doit être déconstruite pour qu'elle soit réappropriée par les jeunes : parler d'engagement, de collectif, de contribution à la société plutôt que de "faire de la politique".
- Les jeunes sont attachés à la valeur du collectif et à la possibilité d'innovation démocratique, à condition que ces espaces soient sincères et ouverts.

6. Pistes à poursuivre

1. Renforcer l'éducation civique à l'école et la formation des enseignant·es.
2. Reconnaître la diversité des formes d'engagement : manifestations, collectifs, associations, initiatives citoyennes.
3. Créer des espaces mixtes entre partis et société civile, favorisant l'expérimentation et la co-construction.
4. Accompagner les jeunes à monter des projets sur des thèmes mobilisateurs, en leur donnant des clés pour créer des projets (savoir écrire des dossiers, lever des fonds)
5. Assurer la relève politique par des mécanismes inclusifs au sein des partis, la parité et, plus en général, la valorisation du bénévolat.
6. Valoriser et développer le côté expérimental en politique (par exemple avec des instruments comme les Assemblées citoyennes).
7. Explorer de nouvelles formes de participation : vote dès 16 ans, reconnaissance du vote blanc, assemblées citoyennes.
8. Redonner sens et plaisir à la participation : par la convivialité, le débat, la mise en relation et la reconnaissance.

Conclusion

La jeunesse n'est pas absente de la vie démocratique, elle la transforme. Ses pratiques, plus horizontales et collectives, questionnent la forme même de la représentation politique. Pour les partis comme pour les institutions, l'enjeu n'est plus seulement de convaincre les jeunes de voter, mais de faire de la place à leur manière de s'engager, d'écouter leurs récits et d'intégrer leur énergie dans la fabrique démocratique.